

Sociogénèse de la gauche de gauche

Entretien avec Pierre Larrouturou, fondateur de Nouvelle donne

*Savoir/Agir : Où en êtes-vous à
Nouvelle donne ?*

Propos recueillis par
LOUIS WEBER

Pierre Larrouturou : Nous n'avons probablement pas les mêmes difficultés que celles qui peuvent exister dans d'autres organisations. En tout cas pas encore. Le parti est en effet jeune, il a une histoire différente et notre activité se concentre beaucoup plus sur les propositions que sur les questions d'organisation. Les trois quarts de ses membres n'ont jamais fait de politique, plus précisément n'ont jamais appartenu à un parti politique. D'autres viennent à la suite d'une expérience décevante dans telle ou telle composante du Front de gauche et avec l'impression que les conflits entre certaines de ces composantes sont sans issue.

S/A : Comment réagissez-vous par rapport à ce qui se passe dans d'autres pays européens ?

Pierre Larrouturou : Il faut sans doute distinguer les pays du Nord où la droite va de succès en succès (Royaume-Uni, Pologne, Finlande, etc.) de la Grèce et, maintenant, de l'Espagne. Nous avons évidemment des relations suivies avec Podemos et avec Syriza. J'ai d'ailleurs été à Athènes

avec d'autres responsables de partis de gauche le soir de la victoire de Syriza. La fin de la campagne d'Alexis Tsipras était excellente, notamment l'engagement de ne rien accepter qui se retourne contre le contribuable grec. Depuis j'ai tendance à être un peu plus inquiet.

S/A : Quel a été votre cheminement ces dernières années ?

Pierre Larrouturou : Avec Stéphane Hessel nous avons créé le collectif Roosevelt 2012¹ et fait des propositions pour sortir de la crise. Elles sont soutenues aujourd'hui par près de 120 000 personnes qui ont signé sur le site. Cela nous a valu d'être reçus à de nombreuses reprises par des membres du cabinet à l'Élysée ou à Matignon, sans que cela donne de résultats malheureusement. Je raconte cela dans mon dernier livre². Ils savent tous que nous allons droit dans le

1. Collectif Roosevelt, *Quinze solutions pour sortir de la crise et changer de modèle*, voir le site www.collectif-roosevelt.fr

2. Pierre Larrouturou, *La grande trahison*, Paris, Flammarion, 2014.

mur mais sont incapables de changer. La démocratie est complètement confisquée par deux ou trois personnes. On voit même le ministre Macron faire l'éloge non pas du social-démocrate Schröder, comme c'est fréquent au sein du PS, mais de la très réactionnaire Margaret Thatcher³. Le plus grave est que cela a un effet de démoralisation dans les réseaux militants. Il y a une grande déception et une certaine fatigue devant le spectacle de ce que fait la gauche de gouvernement aujourd'hui.

En même temps, je n'abandonne pas l'idée que les choses peuvent bouger. Dans un récent numéro de *Marianne*, les journalistes font remarquer que beaucoup d'électeurs rejettent à la fois le FN, l'UMP et le PS. C'est ce que j'ai pu moi-même noter à l'occasion de mes déplacements. Même quand je vais, comme récemment à côté de Clermont-Ferrand, dans de toutes petites villes, je suis frappé de voir 200 personnes se réunir pour parler politique. Il y a donc une attente. Pour ne pas la décevoir nous aussi, il faut je crois éviter tout ce qui peut agir comme un repoussoir.

Personnellement, mon parcours ne m'a pas conduit à l'une ou l'autre des composantes du Front de gauche mais au PS d'abord et à Europe Écologie ensuite. Je suis de ceux que les injustices sociales et les inégalités empêchent de dormir. J'ai commencé ma carrière

professionnelle à Andersen Consulting⁴ où je suis devenu assez rapidement *consultant senior*. Après trois ans de ce travail où j'ai pu mesurer la distance entre les gains de productivité que j'étais chargé d'apprécier et la réalité de la vie dans certains quartiers, j'ai pris une année sabbatique pour entrer comme bénévole à ATD-Quart Monde. Je me disais que c'était quelque chose que je pouvais me permettre tant que je n'avais pas de charges de famille ! En fréquentant les milieux professionnels, je me suis rendu compte à quel point certains dirigeants pouvaient être nuls. Nous étions un certain nombre à faire ce constat. Personnellement, j'avais fait l'Agro, Sciences Po et avait pu me familiariser avec l'économie. J'avais notamment été frappé par le mouvement historique ancien qui avait fait constamment diminuer le temps de travail. Je me suis dit qu'il était peut-être temps de reprendre ce mouvement. J'ai commencé à travailler en ce sens avec la FGTB belge, dont le secrétaire général était convaincu que la réduction du temps de travail était la revendication par excellence du syndicalisme et de la gauche politique.

Aujourd'hui, ce grand combat est quasiment devenu un tabou. Pourtant, la durée du travail a quasiment été divisée par deux en un siècle. Et cela alors que la productivité restait relativement faible. Aujourd'hui, elle a quasiment été multipliée par cinq

3. « Dans un documentaire de la chaîne britannique BBC 2, le ministre de l'Économie s'est ainsi fendu, sans ciller, d'un éloge des réformes libérales entreprises outre-Manche par... Margaret Thatcher. "Quand on compare [la France] avec la Grande-Bretagne des années 1980, la grande différence, c'est que nous n'avons pas fait ce qui devait être fait. Nous sommes les seuls à ne pas avoir réformé". », *Politix*, 2 avril 2015.

4. Société spécialisée dans l'audit, les services fiscaux et juridiques, la finance d'entreprise et le conseil, qui a disparu en 2002, emportée par le scandale Enron, un de ses principaux clients. En décembre 2001, Enron a fait faillite en raison des pertes occasionnées par ses opérations spéculatives sur le marché de l'électricité, qui avaient été maquillées en bénéfiques via des manipulations comptables.

depuis cette époque. Contrairement à ce que voulait imposer Nicolas Sarkozy, le sens de l'histoire n'est donc pas de travailler plus pour gagner plus. Dans tous les pays, on travaille deux fois moins depuis un siècle et on gagne cinq fois plus. On peut appeler cela l'intelligence humaine, le progrès social, etc. Certes cela n'a jamais été facile, les actionnaires résistant autant qu'ils le pouvaient.

Personnellement j'ai commencé à m'occuper de cette question en 1993. Cela me paraissait tellement évident que j'ai écrit un texte de quarante pages que tous ceux à qui je le montrais ont approuvé. À cette époque, je ne pensais pas du tout me lancer en politique, je refusais de voir les journalistes par exemple à propos de ce texte. Vingt ans après, ce n'est plus le cas.

S/A : Et votre engagement politique ?

Pierre Larrouturou : Issu d'une famille de gauche, je suis entré au PS, que j'ai quitté assez rapidement. J'y suis revenu après le 21 avril 2002 en voyant ce qui se préparait. Je suis entré à la commission Économie et j'ai cru pendant un moment que ce parti pouvait changer. En fait, j'ai très rapidement pris conscience du fait que le secrétaire général d'alors, François Hollande, ne voulait absolument aucun débat. Ni sur les questions économiques, ni sur l'éducation, ni sur la santé... Aucun débat !

Avec Stéphane Hessel nous avons quitté le PS, pensant que Europe-Ecologie allait apporter quelque chose de neuf, notamment avec l'apport de nouveaux militants comme José Bové. C'est ainsi que j'ai été élu au conseil régional d'Île-de-France, après avoir

été tête de liste d'Europe-Ecologie et de toute la gauche au deuxième tour dans les Hauts-de-Seine. C'est la première fois que la gauche a fait 51 % des voix dans ce département plutôt réputé de droite. Je croyais qu'il serait possible de faire vivre de nouvelles façons de faire de la politique. Nous avons vite déchanté, ce qui nous a fait revenir au PS pour déposer une motion au congrès de Reims. Et, dans la foulée, nous avons créé le comité Roosevelt 2012, déjà évoqué. Pourquoi cette appellation ? En 1933, Roosevelt était vieux et fatigué, ce qui ne l'a pas empêché de faire passer quinze réformes très importantes en quelques mois. Les banquiers et les actionnaires étaient furieux mais ils ont dû passer sous les fourches caudines de ces réformes. Nous avons été frappés par le fait que, tous les quinze jours, Roosevelt parlait aux gens, s'adressait à leur intelligence. Ils les appelaient « mes amis » ou « mes frères » et leur expliquait comment marche l'économie, comment marchent les banques et leur disait les réformes qu'il avait fait appliquer au cours de la semaine par le Congrès. Par exemple « Le Texas vient de baisser ses impôts, c'est du *dumping* fiscal, il faut l'éviter, c'est pour cela que je crée un impôt fédéral de 40 % sur les bénéfices des entreprises ». Bien sûr, Roosevelt n'a pas fait de miracles mais il a montré que l'action politique pouvait être efficace si on a le courage de résister aux *lobbies*. Nous avons pu nous appuyer sur les enregistrements de ses discours grâce à son petit-fils. Roosevelt disait souvent : « les banquiers me détestent ». Rien de ce qu'il a fait n'était consensuel, les banquiers disant même qu'il allait ruiner les États-Unis.

Certes, il n'était pas magicien mais il a lancé un deuxième *New Deal* deux ans

après. Il en aurait probablement lancé un troisième si l'économie de guerre n'avait pas pris le relais. Au moment où l'Europe commence à tomber dans la barbarie en 1933, Roosevelt montre aux élites européennes, alors complètement paralysées, que le politique pouvait être efficace et parler à l'intelligence des gens.

S/A : Comment s'est amorcé le mouvement qui allait vous conduire à créer Nouvelle Donne ?

Pierre Larrouturou : Nous avons créé notre collectif début 2012 en prévision de l'élection présidentielle, avec notamment Susan George, Michel Rocard, des syndicalistes belges et français, etc. Nous avons élaboré quinze réformes, clin d'oeil à notre lointain parrain, qui nous paraissaient fondamentales pour changer en profondeur. Nous avons déposé une motion au PS. Alors que personne en dehors de nous n'y croyait, nous avons obtenu 12 % des voix. Ce qui est beaucoup dans un parti où la démocratie est complètement verrouillée. Mais cela n'a rien changé, ni dans les politiques proposées, ni dans les comportements. Ce qui nous a définitivement convaincus qu'il n'y avait pas de démocratie au PS ! J'ai pu vérifier au plus haut niveau de l'État que les gens n'y croyaient plus. Ce qui fait que même des réformes évidentes passent à la trappe. Il existe par exemple un fonds de réserve pour le logement de 37 milliards d'euros qui est géré par la BNP et Barclay et qui n'est pas du tout utilisé. Le résultat, c'est que les loyers sont 30 % plus chers en France que chez nos voisins. Il suffirait pourtant d'un simple décret pour que ces fonds soient mobilisés pour la construction de logements.

Devant ce constat, nous avons créé Nouvelle Donne en novembre 2013. Nous en avons assez des vieux partis. Pour les européennes, nous avons rassemblé 550 000 voix, ce que personne ne prévoyait vraiment après seulement quelques mois d'existence et un accès aux médias parcimonieux. En un an et demi, nous avons réussi à rassembler plus de 12 000 adhérents.

Nous nous sommes structurés en parti, avec deux co-présidents, une femme, un homme, Karine Druelles et moi-même. Nous avons aussi une parlementaire, Isabelle Attard, députée EELV du Calvados, qui nous a rejoints.

S/A : Comment caractériser votre parti ?

Pierre Larrouturou : Notre projet porte d'abord sur la démocratie, convaincus que nous sommes, je le répète, que notre pays crève de l'absence de démocratie. Nous voulons donc monter l'exemple, d'abord en interne. Un exemple : Isabelle Attard a confié la gestion de la totalité de sa réserve parlementaire (130 000 €) à un jury de 9 citoyens de sa circonscription tirés au sort. Ils se réunissent pendant deux week-ends et font le tri parmi les demandes adressées à la députée. C'est un exemple de la façon dont l'argent public peut être géré par les citoyens.

Nous essayons de faire la même chose pour désigner nos candidats aux élections. Ce sont des adhérents et des citoyens tirés au sort qui font le choix. Cela évite les décisions arbitraires, qui consistent à déplacer des candidats de telle région à une autre et qui ont pour effet de dérouter les électeurs. L'avantage pour nous, nous l'avons vérifié pour les européennes, est que cela

permet de faire émerger des candidats jeunes, parfois totalement inconnus et qui font de belles campagnes. Nous imposons aussi le non-cumul dans le temps : au bout de deux mandats, le candidat change. Cela a pu provoquer des déceptions chez des élus venus du PS par exemple. Mais nous essayons surtout de montrer qu'il y a des solutions crédibles aux grands problèmes qui se posent.

S/A : Quels sont les gros points de clivage avec les politiques actuelles ?

Pierre Larroutou : Je prends le cas de l'Europe. Beaucoup se résignent à ce que l'Europe soit un espace de concurrence. Aussi bien l'UMP que le PS ont totalement renoncé à changer cela. Alors que pour nous, il faut reprendre le processus de la construction européenne à zéro, avec un nombre limité de pays. Cela ne peut pas marcher à 28. Il est sans doute utopique de vouloir réinitialiser le tout, de repartir d'une feuille blanche. Mais cela peut se faire concrètement à travers le mécanisme des coopérations renforcées. La taxe Tobin pourrait être mise en place de cette façon. On peut noter d'ailleurs qu'une dizaine de pays sont d'accord, sous une forme ou une autre. Ce sont les ministres français – hier Pierre Moscovici, aujourd'hui Michel Sapin – qui s'ingénient à la flinguer. Même Angela Merkel et son ministre Schäuble sont d'accord aujourd'hui pour faire payer les banques. Modestement, 0,1 %, certes mais réellement. Dans ce domaine, les socialistes français, qui font tout pour retarder le processus – demandant à le reporter ou à baisser la contribution à 0,01 % – sont plus à droite que les conservateurs !

S/A : Comment expliquer cela ?

Pierre Larroutou : Il n'y a qu'une explication : l'action des *lobbies* bancaires. Ils ont déjà réussi à saboter la séparation des banques de dépôt et des banques d'affaires. Les députés sont restés pantois quand le directeur de la Société générale leur a appris que l'incidence de la loi finalement votée sur sa banque serait de l'ordre de 0,1 % de ses activités.

Démarrer à dix pays ne suffira sans doute pas si nous ne gagnons pas la bataille des idées. Au lieu d'essayer de s'arranger avec les dirigeants allemands, comme le fait le gouvernement, il faut mettre le peuple dans la boucle en lui montrant qu'on peut sortir de l'austérité. Un exemple encore : depuis que l'Irlande est entrée dans l'UE, elle a baissé de plus en plus le taux d'imposition des bénéfices des entreprises. Depuis, c'est une course poursuite pour faire mieux qu'elle dans ce domaine. Résultat : le taux moyen est passé en quinze ans de 37 à 25 %, très inférieur par conséquent à celui des États-Unis, resté à 40 %. On voit le paradoxe : pays libéral par excellence, les États-Unis ont tout de même un impôt sur les sociétés à 40 % alors qu'il est descendu à 25 % en moyenne dans les pays européens, premières victimes aujourd'hui des politiques d'austérité. Encore faut-il avoir la volonté politique de le faire !

Autre exemple : la Banque centrale européenne ne cesse de créer de la monnaie (1200 milliards d'euros annoncés en janvier par Mario Draghi). Mais cet argent est destiné aux banques et non pas à l'économie ! On pourrait par exemple, c'est ce que Nouvelle Donne propose, consacrer ces sommes

intégralement aux économies d'énergie. Concrètement, chaque pays pourrait avoir un droit de tirage de 2 % de son PIB à taux 0 pendant 20 ans. Cela permettrait de relancer l'embauche, créer les filières de formation nécessaires, les répartir sur le territoire, parce que chaque gouvernement sera assuré d'avoir pendant vingt ans de l'argent à taux 0 à consacrer à l'énergie et plus particulièrement au développement des énergies renouvelables. Ce sont des propositions concrètes. Elles permettent de montrer que l'on peut sortir de l'austérité sans mettre à mal les finances publiques.

Pour résumer : mettre les peuples dans la boucle et populariser ces propositions. Si l'Allemagne n'accepte pas, la France pourrait cesser temporairement de participer au budget communautaire et aux instances, comme De Gaulle l'avait fait en 1965⁵.

S/A : Revenons à Nouvelle Donne. Pourquoi avoir créé un nouveau parti ?

Pierre Larrouiturou : Nous voulions aller plus loin sur deux questions : l'Europe et l'emploi. Nous affirmons qu'on peut créer deux millions d'emplois si on met nos 15 propositions en œuvre. Nous sommes les seuls à dire cela. Personnellement, je défends cette idée

5. Le gouvernement du général de Gaulle a pratiqué la « chaise vide » en refusant de participer aux réunions européennes du 30 juin 1965 au 30 janvier 1966 pour protester notamment contre la modification du principe de l'unanimité dans la prise de décision au profit de la règle majoritaire. Le « compromis de Luxembourg », qui a permis de sortir de la crise, stipule que lorsqu'une question concerne un « intérêt vital », les membres du Conseil doivent trouver un compromis jusqu'à ce que cette solution fasse un accord unanime.

partout, y compris quand je suis par exemple devant trois cents patrons en Vendée ou devant une assemblée syndicale. À mon sens, le pays est donc mûr !

Nous essayons d'agir en suivant un peu les principes de Gramsci, c'est-à-dire en menant et en essayant de gagner une bataille culturelle. C'est ce qu'ont fait, pour une cause à l'opposé de la nôtre, Ronald Reagan et Margaret Thatcher dans les années 1980 avec le succès que l'on sait. Nous allons diffuser 100 000 exemplaires d'un petit livre qui fait le tour de nos propositions. Nous avons commencé à l'élaborer au sein du comité Roosevelt.

Nous faisons aussi des formations par Internet. Pour nous, la politique ne se résume donc pas aux élections. C'est aussi, et peut-être surtout, aller voir les citoyens. Je suis par exemple allé à Hénin-Beaumont, ville où plus personne ne veut aller. Comme il est difficile d'avoir une salle pour une réunion de gauche, nous nous sommes réunis dans une boîte de nuit ! Nous y avons fait un débat sur le chômage et la précarité de 19 heures à 22 heures 30, avant que les activités ordinaires du lieu ne reprennent.

Nous préparons six mois de campagne pour un plan d'urgence pour la France. Nous avons réalisé des vidéos avec des salariés d'entreprises qui sont passés à 4 jours de travail par semaine. Le but est toujours de gagner la bataille des idées si nous voulons être en situation d'influencer le cours des événements en 2017.

S/A : Vous préparez une candidature ?

Pierre Larrouiturou : On verra, ce n'est pas exclu. Notre objectif est de faire bouger les choses. La réflexion sur

les moyens d'y arriver s'inscrit dans ce cadre.

S/A : Quels sont vos rapports avec les diverses composantes de la gauche ?

Pierre Larroutou : Il faut le dire plus nettement. Pour le PS, il ne s'agit pas d'immobilisme mais d'une trahison. Certes, les choses ne sont pas faciles, notamment au niveau européen. Mais ils n'ont rien mis sur la table de négociation. François Hollande avait promis de changer l'Europe. Il n'a pas essayé, ne serait-ce qu'une minute. Quand Thatcher exigeait « I want my money back », elle n'a pas cessé de l'exiger pendant trois ans, seule contre tous. Au sommet de Fontainebleau, on ne lui a pas seulement donné son chèque, on a accepté qu'elle change l'Europe. J'ai déjà cité De Gaulle. J'en tire la conclusion que si un chef d'État est décidé, il finit par se faire entendre.

Nous savons que chez les Verts et au Front de gauche, il y a beaucoup de bonnes choses. Si nous avons donc créé Nouvelle Donne, c'est parce que cela ne nous semblait pas suffisant. Nous ne croyons pas qu'il faille « mettre du conflit partout »⁶, nous pensons au contraire qu'il faut rassembler. Certes le conflit, évidemment non violent s'impose de lui-même avec les actionnaires ou les lobbies, sauf à renoncer. Personnellement, je retiens un peu la leçon de Stéphane Hessel : être ferme sur le fond tout en y mettant les formes.

S/A : Ce n'est pas vraiment la lutte des classes ?

Pierre Larroutou : Quand Stiglitz ou Castoriadis expliquent que le système n'est vraiment avantageux que pour 5 % voire 1 % de la population, qu'il est encore acceptable pour 15 autres pour cent, cela veut dire qu'il ne convient pas à 80 % de la population. Dans ces 80 %, il y a donc aussi des cadres et des patrons. Ces 80 % voient la violence qui monte, ils voient les reportages sur Lampedusa. Nous croyons à la liberté, à l'égalité mais aussi à la fraternité. La fraternité, c'est ce qui empêche de dormir quand des gens sont à la rue, quand des enfants sont en situation d'échec à l'école. Pour prendre un exemple historique : dans le Conseil national de la Résistance, il y avait surtout des gens de gauche, mais pas seulement. Devant les nazis, ils ont été capables de se rassembler, de résister, d'agir avec des gaullistes, avec des chrétiens sociaux pour reconstruire ensuite le pays. Comme nous sommes peut-être devant un effondrement de civilisation, il nous semble utile de réfléchir aux alliances susceptibles de l'empêcher. ■

6. Allusion à la stratégie retenue par le parti de gauche à son congrès de Bordeaux en mars 2013, résumée par la formule : « Nous créerons le conflit partout, le conflit crée la conscience ». Voir notamment <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20130324.OBS2854/au-congres-du-parti-de-gauche-melenchon-et-les-17-salopards.html>.